

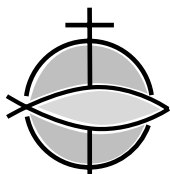
Documents

EPISCOPAT

BULLETIN DU SECRÉTARIAT DE LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

VIVRE DE DIEU DANS NOTRE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Solitude et engagement chrétien



Bulletin publié
sous la responsabilité
du Secrétariat général
de la Conférence
des évêques de France

Directeur de publication :
Mgr Stanislas LALANNE,
secrétaire général
de la Conférence
des évêques de France

Le samedi 10 décembre 2005 a eu lieu, au lycée Madeleine Daniélou, à Rueil-Malmaison, une journée de rencontre et d'échanges sur le thème « Vivre de Dieu dans notre société laïque ». Cette rencontre était organisée par le groupe de réflexion « Foi chrétienne-Église-laïcité » constitué de Noël Copin, Guy Coq, Roger Fauroux, Henri-Jérôme Gagey, Marguerite Léna, Jacques et Anne-Marie Pelletier, Christine Pellistrandi, Gérard Testard et Jean-Pierre Théry, le secrétariat de ce groupe étant assuré par le père Hugues Derycke, secrétaire général adjoint de l'Enseignement catholique.

Le but de cette rencontre n'était pas de commémorer la loi de 1905, mais de permettre à des personnes diversement engagées dans la société française de partager leurs convictions chrétiennes. Durant la matinée, après une intervention du journaliste Jean-Claude Guillebaud, sur « La responsabilité des catholiques et de l'Église perçue du côté de la société », **Mgr Claude DAGENS**, évêque d'Angoulême, qui anime ce groupe de réflexion, a évoqué « la responsabilité des catholiques du point de vue de la foi ». Voici le texte de son intervention.

I. NOTRE RESPONSABILITÉ SPIRITUELLE ET CIVIQUE DE CHRÉTIENS

CHRÉTIENS ET CITOYENS

En ce 10 décembre 2005, nous ne sommes pas rassemblés pour une commémoration, même si nous n'oublions pas la fameuse loi du 9 décembre 1905, qui a fixé durablement le cadre de la séparation entre les Églises et l'État.

Nous sommes là pour faire face à un défi, que l'on peut exprimer en termes plus ou moins provocants, ou bien en termes réalistes et positifs.

Nous avons le droit de nous demander : comment vivre de Dieu dans une société qui se passe de Dieu, même si elle s'intéresse aux religions, soit pour dénoncer leur malfeasance potentielle, soit pour les appeler à la rescousse en vantant leur utilité sociale et morale, un peu à la manière de Napoléon ou de Jules Ferry ?

Cette formulation critique est légitime, parce que nous faisons tous l'expérience de ce que l'on appelle la sécularisation et qui se traduit, dans des domaines multiples, par la dévalorisation des références religieuses sur la place publique. Nous pouvons et nous devons nous intéresser à la genèse et aux effets de ce processus. Quelqu'un comme Marcel Gauchet nous y aide fortement.

Mais, ici et aujourd'hui, nous avons choisi une autre voie qui n'est pas concurrente de la précédente : c'est une voie réaliste et positive. C'est l'appel à notre conscience chrétienne et à notre responsabilité : quelle expérience faisons-nous de notre place de chrétiens dans notre société française et, plus largement encore, de notre responsabilité spirituelle et civique dans cette société ?

C'est évidemment une façon de donner suite à l'appel contenu il y a près de dix ans dans la *Lettre aux catholiques de France*, lorsque elle affirmait : « *Nous tenons à être reconnus non seulement comme des héritiers, solidaires d'une histoire nationale et religieuse, mais aussi comme des citoyens, qui prennent part à la vie actuelle de la société française, qui en respectent la laïcité constitutive et qui désirent y manifester la vitalité de leur foi* » [1].

Au sujet de cet appel, en forme d'avertissement et d'engagement, j'ose vous confier mon impression et mon expérience personnelles.

Cet appel demande encore et toujours à être vraiment entendu. Nous ne pouvons pas nous résigner à ce discours lancinant, véhiculé par divers médias et divers observateurs de notre société, qui nous disent avec insistance : « *L'Église de France est muette. Elle n'a peut-être plus rien à dire, ou bien serait-elle condamnée par son affaiblissement institutionnel à adopter un profil de plus en plus bas ?* »

Je sais le caractère souvent superficiel de ces questions. Mais je m'inquiète davantage quand j'entends ce refrain du défaitisme gagner les rangs des fidèles et de leurs pasteurs, qui, sans le dire ou en le disant, n'ont plus d'autres références que celles des statistiques de la pratique religieuse ou du nombre des prêtres, pour ne rien dire du denier de l'Église. Le catholicisme français ne serait-il plus déterminé que par les lois du marché qu'il critique par ailleurs, et obligé en conséquence de réviser tous ses objectifs à la baisse, en procédant à des mesures de restriction générale, non seulement dans le domaine financier, mais dans le domaine apostolique ?

[1] *Lettre aux catholiques de France*, Paris, 1996, p. 28.

UN TRAVAIL DE CONVERSION INTÉRIEURE

Notre rencontre d'aujourd'hui est évidemment une façon de relever ce défi par un travail de conversion intérieure. Et je voudrais insister sur le principe d'intériorité qui me semble commander et orienter ce travail.

D'abord parce qu'il s'agit de vivre de Dieu dans, c'est-à-dire à l'intérieur de notre société laïque, et que cette affirmation a la valeur d'un acte de discernement et d'engagement. Nous ne sommes pas, nous ne sommes plus et nous ne voulons plus être des marginaux ou des spectateurs, des gens, qui, involontairement ou volontairement, regarderaient les évolutions du monde sans s'y impliquer vraiment, au nom d'une transcendance de séparation, dans le mauvais sens de ce terme. Je n'oublie pas – et j'en parlerai plus loin en évoquant l'expérience et le témoignage de Madeleine Delbrêl, assistante sociale à Ivry – notre condition fréquente de solitude, en tant que croyants au Christ, constatant que le nom du Christ est souvent ignoré, et parfois masqué ou recouvert de caricatures. Mais je crois, comme Madeleine Delbrêl, que cette solitude parfois éprouvante ne nous empêche pas d'inscrire notre vie, notre foi, nos engagements, nos luttes, dans le tissu même, ou comme dit la même Madeleine Delbrêl, dans « l'épaisseur » de notre condition humaine et de notre société. Ce n'est pas un choix stratégique ou technique : nous ne faisons pas de l'entrisme. Nous apprenons à devenir chrétiens, à croire au Christ, à vivre de la charité du Christ au milieu et au sein de ce monde commun qui parfois nous ignore et parfois aussi, sans le dire, nous attend.

Ce travail de conversion intérieure est évidemment tout le contraire d'un enfermement intimiste. Même isolés au milieu des autres, qui gardent le secret sur leurs convictions ou leur absence de convictions, nous sommes, au nom du Christ, au service de tous, en appre-

nant à pratiquer, à longueur de vie, le commandement de l'amour de Dieu et du prochain, qui est la règle absolue du christianisme. Et l'application de cette règle quotidienne passe par le respect et peut aller jusqu'au pardon.

Ou, pour le dire autrement, nous apprenons à vérifier davantage cet appel que Jésus adresse à ses disciples au début de l'évangile de Matthieu : « *Vous êtes le sel de la terre [...] Vous êtes la lumière du monde* » [2]. Et Jésus insiste : le sel de doit pas perdre sa saveur spécifique et la lumière ne doit pas rester cachée. Autrement dit, notre particularité chrétienne, tout ce qui nous appelle à la différence, à la distinction, et même à la séparation au sens évangélique, doit s'accompagner d'une liaison, d'une présence, d'une inscription, d'un enfoncement dans l'épaisseur de la vie humaine et de notre société.

« *Ce que l'âme est dans le corps, les chrétiens le sont dans le monde. L'âme est comme enfermée dans la prison du corps, mais c'est elle qui soutient le corps [...] Les chrétiens sont comme détenus dans la prison du monde, ce sont eux pourtant qui soutiennent le monde* » [3]. Et Henri Marrou, qui traduisait ce texte magnifique en 1951, n'hésitait pas, à la suite d'Emmanuel Mounier, à le présenter comme un manifeste pour la mission chrétienne en notre époque de sécularisation.

Un peu plus tard, en 1961, Madeleine Delbrêl, qui ne connaissait que de loin la pensée de Mounier, intitulait une de ses conférences aux étudiants du Centre Richelieu, « Temps d'aujourd'hui, temps de notre foi » [4]. Et elle insistait fortement : « *La foi est une passante ; aucun temps ne lui est réfractaire, elle n'est réfractaire à aucun temps, elle est faite pour le temps, elle est destinée à chaque temps et quand un temps semble lui être réfractaire, c'est à nous qu'il est sans doute réfractaire parce que nous drainons avec nous*

[2] Mt 5, 13-14.

[3] À Diognète, VI, 5.

[4] MADELEINE DELBRÊL, *Nous autres, gens des rues*, Paris, 1966, p. 219-232.

le résidu d'un autre temps qui se trouve être contradictoire au temps même que nous devons vivre » [5].

Je n'hésite pas à m'inspirer directement de cette intuition de Madeleine Delbrêl pour me demander avec vous : à quel prix, au prix de

quelles conversions pouvons-nous vivre de Dieu dans notre société ? Et je me risque à donner cette double réponse : en acceptant de nous tenir sur le terrain de notre humanité commune et de notre société commune ; en pratiquant vraiment notre foi chrétienne.

II. NOUS TENIR SUR LE TERRAIN DE NOTRE HUMANITÉ COMMUNE

CONTRE LES LOGIQUES DE FRAGMENTATION

Parler d'humanité commune est évidemment un parti-pris préalable à notre engagement chrétien. Nous savons que des logiques puissantes de fragmentation sont à l'œuvre dans notre société. Elles sévissent à tous les niveaux et dans de multiples domaines, de la politique à l'économie, en passant par les relations ordinaires. On parle facilement de « déliaison » sociale. On devrait insister davantage sur l'affirmation des différences qui est en elle-même légitime, mais qui va souvent jusqu'au culte des différences, au nom d'une morale de la différence qui devient elle-même un absolu.

Ce qui est alors en question, c'est la possibilité même de valeurs communes. Marcel Gauchet a raison d'insister sur ces racines morales de l'individualisme moderne, en soulignant l'écart considérable qui s'est creusé entre le XIX^e siècle et les temps actuels. À l'époque de Jules Ferry, « être soi », c'est échapper à ses particularités pour tendre vers un idéal. Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse : pour « être soi », on cherche avant tout à affirmer sa différence en tout domaine, social, ethnique, culturel, sexuel, en demandant que ces différences soient reconnues et défendues par la loi.

Et que l'on ne dise pas qu'il s'agirait là de questions théoriques. Ce sont des réalités extrêmement concrètes qui touchent à la reconnaissance effective de ce qui nous est commun, comme membres d'une même société et d'une même race humaine. À travers ce que l'on appelle pudiquement le « malaise des banlieues », on voit percer cette difficulté profonde à reconnaître l'autre et les autres, non seulement comme autres, mais, avec leur altérité, comme participants d'une humanité commune.

LE MYSTÈRE DE LA PERSONNE HUMAINE ET LES QUESTIONS DE VIE ET DE MORT

J'ai aujourd'hui du mal à supporter les incantations humanistes. Pour une raison radicale : même si j'admire la tradition humaniste, celle qui va de Montaigne à Camus, je constate qu'il est parfois très difficile de comprendre et de dire pourquoi une existence humaine est vraiment humaine, surtout si elle est, d'une façon ou d'une autre, abîmée par les duretés du monde. Au nom de quoi faut-il affirmer et défendre la dignité de toute personne humaine ? Et pourquoi devrions-nous faire entendre autour de nous que ce combat pour l'humanité de tout être humain et contre toutes les formes d'inhumanité est un combat

[5] *Ibid.*, p. 221.

général, qui vaut aussi bien pour l'embryon dans le ventre de sa mère, pour la personne en fin de vie que pour les hommes et les femmes que l'on traite et que l'on manipule comme des pions ?

Il me semble qu'aujourd'hui, il existe une tendance assez générale à la déshumanisation de l'existence, qui ne s'appuie pas sur une doctrine générale, mais sur des processus multiples qui contribuent à cette déshumanisation. Jean-Claude Guillebaud a largement évoqué ces processus dans son livre consacré au « principe d'humanité » [6]. Les plus philosophes d'entre nous pourraient dire comment Heidegger avait déjà détecté cette « barbarie » cachée au sein de notre modernité.

Pour ce qui me concerne, je perçois ces menaces concernant ce qui est humain en nous à travers les questions des jeunes que je rencontre et dont je reçois les lettres, avant de leur donner le sacrement de confirmation. Ces garçons et ces filles de 14 à 20 ans sont incontestablement inquiets pour leur avenir, comme beaucoup d'adultes. On pourrait dire qu'ils respirent l'air du temps, qui est à l'incertitude plutôt qu'à l'assurance. Mais il y a plus profond. Ils se posent souvent, peut-être plus librement que des adultes, des questions de vie et de mort que je traduis à ma manière : « Pourquoi vivre ? Et pourquoi ne pas se donner la mort ? Et pourquoi aimer la vie, même quand elle est difficile ? Comment distinguer le bien du mal ? À qui faire confiance quand on veut aimer et être aimé ? Où trouver des repères et des points d'appui qui tiennent bon ? »

Ce ne sont pas d'abord des questions de morale. Ce sont des questions qui touchent à la grammaire élémentaire de l'existence. Elles valent pour notre humanité commune, tout en interpellant la conscience de chacun. Elles demandent à être saisies d'une façon aussi

commune que possible, et d'abord par un dialogue effectif entre générations.

Il y a là, pour nous, chrétiens, un défi qui se situe sur le terrain de l'éducation. Et j'ai à ce sujet à la fois une inquiétude et une conviction à vous confier. Mon inquiétude est que l'Église, dans son ensemble, ne sache pas assez ou n'ose pas assez se situer sur ce terrain. Elle se réfère habituellement à ses traditions ou à ses structures. Elle devrait – et c'est une conviction – faire appel davantage aux consciences et aux libertés, au « cœur », si vous voulez, mais en comprenant le « cœur » à la manière de Pascal, c'est-à-dire comme ce qui, en l'être humain, permet de saisir les choses de la vie et du monde par le dedans.

Le « cœur » comme principe de compréhension intérieure, cela vaut évidemment pour l'homme et pour Dieu, ou plus précisément pour ce que nous appelons le « mystère de l'homme » et le « mystère de Dieu ». Il nous faut réhabiliter ce terme de mystère. Il est inscrit dans la Bible et les Pères de l'Église, d'Irénée à Augustin, l'explicitent largement. Le *mysterion* ou le *sacramentum*, c'est à la fois ce qui se révèle sans s'imposer et ce qui fonde une alliance vivante. C'est aussi – comme la philosophie du sujet d'inspiration augustinienne le développera – ce qui déborde tous les conditionnements, en manifestant une sorte de transcendance intérieure. Évidemment, le cœur du mystère chrétien se trouve dans le Christ, le Verbe fait chair, le Fils de Dieu fait homme, et le concile Vatican II a affirmé cela d'une façon inépuisable : « *Le mystère de l'homme ne s'éclaire vraiment que dans le mystère du Verbe incarné* » [7], qui est d'abord un mystère de salut, devenu intérieur à notre humanité.

Quelques années avant le concile Vatican II, Madeleine Delbrêl, face au défi du marxisme

[6] JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD, *Le principe d'humanité*, Seuil, Paris, sept. 2001.

[7] *Gaudium et spes*, 22.

pratique qui refuse toute transcendance, avait compris et affirmé cette intériorité du salut. Elle affirmait, en 1957, dans *Ville marxiste, terre de mission* : « *La rédemption n'est jamais "en face" des hommes, elle est au milieu d'eux, et pour le chrétien qui "sauve en étant sauvé", elle est au milieu de lui-même pour autrui, comme elle est dans ses frères pour lui. C'est par des actes nés au-dedans de nous que nous aidons à gagner ou que nous aidons à perdre la partie de vie éternelle où nous sommes conviés pour peu de temps. Et c'est le dedans de l'homme que vise toute évangélisation, toute mission, tout apostolat, car c'est au-dedans de l'homme que peut naître toute pénitence, toute attention et toute conversion* » [8].

Et un peu plus loin, elle indiquait, d'une façon apparemment simple, mais en fait très radicale, les exigences de cette « évangélisation intérieure » : le chrétien « adorant sans force, sans apparences, très reliant, mais religieux, les mains ancrées aux épaules de son Seigneur, les pieds plantés dans une foule pour qui il croit, espère et aime, rendra à la gloire divine, entre le premier et le second commandement dont il ne pourra être que le vrai « obéissant », le seul espace qui lui convienne : la surface d'un homme qui de sa part et pour tous les hommes de la terre publiquement préfère Dieu » [9].

Il faut évidemment assimiler et pratiquer une telle pédagogie qui procède d'une conviction simple que je traduis à ma manière : nous ne pouvons vivre de Dieu qu'en le laissant se déployer lui-même à l'intérieur de ces questions et de ces réalités d'humanité commune qui sont les nôtres, comme elles sont celles de notre société.

QUE VOULONS-NOUS POUR NOTRE SOCIÉTÉ ?

Notre société, comme beaucoup de sociétés européennes et occidentales, n'est pas

seulement sécularisée. Elle est surtout incertaine de son avenir, inquiète, fragile, travaillée par des peurs plus ou moins justifiées ou plus ou moins irrationnelles, dont les violences urbaines et périurbaines ne sont sans doute qu'une des expressions visibles.

Il est certain que l'État doit maintenir ou rétablir l'ordre. Mais il doit aussi entendre les questions qui montent de la société civile, et qui ne nous surprennent pas, nous, les membres de l'Église, évêques, prêtres et laïcs, parce que nous pratiquons de façon assez habituelle un travail de proximité.

Je fais appel ici à ma petite expérience d'évêque dans un département qui n'est pas de tradition chrétienne et qui est à dominante rurale, en constatant d'abord que le monde rural est lui aussi en pleine métamorphose et souvent très inquiet pour son avenir. Je rencontre très souvent des élus locaux. Ces rencontres sont presque toujours révélatrices et pour eux et pour moi, ainsi que pour d'autres membres de l'Église, de deux réalités relativement communes :

- Nous nous situons sans peine sur le même terrain, celui de notre société fragile et dont les difficultés sociales rendent vulnérables beaucoup de personnes. Mais cela veut dire au moins que, dans le cadre de la séparation entre l'Église et l'État, nous ne sommes plus condamnés à jouer un jeu de rapports de forces insurmontables. Il est clair que nous avons besoin les uns des autres pour faire face aux difficultés et aux défis que nous avons à affronter.
- Mais, en même temps, et cela va beaucoup plus loin ou plus profond, nous percevons, chacun à notre manière, des questions radicales, parfois informulées, mais très réelles, qui nous sont posées à tous : « Que voulons-nous vraiment pour notre société ? » Il me semble souvent que nous savons assez bien

[8] MADELEINE DELBRÉL, *Ville marxiste terre de mission*, Paris, 1995, p. 164.

[9] *Ibid.*, p. 181.

dire ce que nous ne voulons pas : la violence, l'insécurité, la corruption, le mensonge, les inégalités aggravées par le chômage. Mais nous savons mal ce que nous voulons vraiment : pourquoi faudrait-il lutter contre cette déshumanisation rampante qui semble nous menacer ? Au nom de quoi faut-il à la fois accepter et maîtriser le processus et les effets politiques et économiques de la mondialisation ? Pourquoi vouloir « intégrer », comme l'on dit, des populations immigrées, notamment de tradition musulmane ? Au nom de quoi introduire l'éthique et les critères de l'éthique dans les choix des décideurs, aussi bien du côté des biotechnologies que dans la vie des entreprises ? Et, face à ces multiples réalités, quel est le rôle de l'État ? Jusqu'où doit aller son engagement d'État démocratique et qu'est-ce qui fonde cet engagement ?

Que l'on se rassure, s'il le faut : je n'ai ni la compétence, ni l'intention de me livrer ici à un enseignement de philosophie politique. Je reste fidèle à l'engagement annoncé : comment vivre de Dieu et de l'Évangile du Christ à l'intérieur de ces questions vives et, pour beaucoup, urgentes ? D'autant plus que les occasions de se confronter à ces questions ne sont pas si fréquentes, à cause du rythme accéléré de nos vies.

Raison de plus pour s'arrêter un moment et pour se demander : où en sommes-nous, nous, chrétiens, dans notre capacité de partager ces questions communes qui concernent notre société en état d'incertitude et en quête de valeurs communes ?

Je rejoins ici sans peine le diagnostic ou le vœu exprimé par Marcel Gauchet quand il s'interroge sur le rôle des institutions religieuses, et spécialement de l'Église catholique, dans nos sociétés sécularisées^[10]. Il constate que

nos sociétés modernes s'interrogent sur leurs finalités et que les procédures de consultation démocratique semblent très limitées pour faire face à ces questions de finalités. Il n'hésite donc pas à souhaiter que les traditions spirituelles n'aient pas peur de s'affronter à ce défi commun, et cela vaut spécialement du christianisme et de l'Église catholique. Marcel Gauchet va plus loin : il plaide pour un « civisme chrétien » qui ne soit pas un cléricalisme de droite ou de gauche, mais qui cherche vraiment à « proposer une vision de l'ensemble social conforme aux valeurs religieuses, mais qui soit respectueuse, simultanément, du caractère non religieux de cet ensemble »^[11].

Il me semble qu'il y a là, pour nous, chrétiens, une référence importante et positive, qui rejoint les intuitions ou les appels de l'Évangile : comment vivre la particularité chrétienne tout en s'inscrivant dans un ensemble dont nous ne sommes pas les maîtres et en étant au service de cet ensemble, à la manière du sel, ou de la lumière, ou du levain ?

D'une certaine manière, les intuitions de Marcel Gauchet rejoignent les questions que posait il y a quelques années un théologien nommé Joseph Ratzinger en évoquant « la signification des valeurs religieuses et morales dans la société pluraliste »^[12]. Et le futur Pape, après avoir critiqué les conceptions relativistes de l'État démocratique, formulait quelques réflexions très sages. Il constatait d'abord les limites de l'État « qui n'est pas lui-même source de vérité et de morale », et qui « doit par conséquent prendre ailleurs qu'en lui-même la mesure qui lui est indispensable en matière de connaissance et de vérité concernant le bien »^[13]. Mais, à ses yeux, ces limites constitutives de l'État démocratique ne doivent pas s'accompagner d'un empiètement de l'Église, qui « ne doit pas s'élever elle-même

[10] Cf. MARCEL GAUCHET, *Un monde désenchanté ?*, « Quel rôle pour les institutions religieuses dans des sociétés sorties de la religion ? », Paris, 2004, p. 235-249.

[11] *Op. cit.*, p. 243.

[12] JOSEPH RATZINGER, *Valeurs pour un temps de crise. Relever les défis de l'avenir*, Paris, 2005, p. 25-49.

[13] *Ibid.*, p. 44-45

au rang d'État ou d'organe de pouvoir agissant en son sein ou au-dessus de lui. Sinon, elle devient elle-même État et forme ainsi un État absolu, alors qu'elle devrait précisément l'exclure » [14].

Mais ce refus de tout empiètement de l'Église s'accompagne d'une exigence intérieure qui est aussi une manière de relever le défi politique des finalités de notre société : « *L'Église doit rassembler toutes ses forces pour que puisse briller en elle cette vérité morale qu'elle offre à l'État et qui doit être compréhensible pour ses citoyens. Ce n'est que si cette vérité est effective en elle-même et façonne les hommes qu'elle pourra en convaincre d'autres et devenir une force pour l'ensemble des hommes* » [15].

Autrement dit, nous ne pouvons vivre de Dieu dans notre société et proposer la foi chrétienne en Dieu qu'au prix d'un double engagement : en nous inscrivant à l'intérieur de cette société, en participant aux délibérations collectives concernant ses finalités, mais aussi en prenant nous-mêmes, en tant que baptisés, les moyens de vivre notre spécificité chré-

tienne, avec la conviction qu'elle est offerte à tous, même à ceux qui ne la comprennent pas ou qui la refusent.

Par rapport à cette orientation, je n'ai qu'un souhait à exprimer : que nous comprenions nous-mêmes que notre mission commune consiste à « faire signe » ou plus exactement à laisser le Christ faire signe au monde à travers le Corps que nous formons.

Cette formule n'est pas du tout une incantation, pour une bonne raison : c'est que le langage des signes ne nous est pas familier. Nous préférons le langage des résultats ou des actions plus ou moins spectaculaires. Mais le langage des signes fait partie intégrante de la Révélation chrétienne, puisqu'il évoque le mystère du Royaume de Dieu présent et vivant au milieu de nous, à l'intérieur de nous-mêmes, et surtout le mystère central de ce Royaume, qui est celui de la Croix. Ce signé-là, on peut l'ignorer ou le tourner en dérision. Mais personne ne peut nier qu'il fasse partie de notre histoire et que, pour nous, disciples de Jésus Christ, il en soit le cœur, ou la source.

III. PRATIQUER VRAIMENT NOTRE FOI CHRÉTIENNE

J'ai lu récemment, avec un mélange d'étonnement et de jubilation, le jugement suivant dans la chronique de télévision d'un grand journal du soir : « La nouveauté, c'est le Christ. »

Ce n'était pas l'écho d'une catéchèse des Journées mondiales de la jeunesse. C'était l'écho d'un débat télévisé, sur le thème devenu courant des « religions qui menaceraient la laïcité ». Aux côtés de Claude Allègre, d'Henri Pena-Ruiz et de Bernard Debré, il y avait René Girard, futur académicien, qui a su en finale

faire entendre quelques propos bien sentis sur la « nouveauté chrétienne », puisque le Dieu du Christ se situe, par *la Croix*, du côté des victimes, et non pas du côté de ceux qui sacrifient un bouc émissaire. Je ne suivrai pas René Girard lorsqu'il a accusé la loi de 1905 d'être responsable, et même coupable, de l'affaiblissement institutionnel du christianisme en France. Mais je le suis pour affirmer le caractère irremplaçable de cette « nouveauté chrétienne » qui passe par la Croix du Christ et dont nous sommes les témoins et les acteurs.

[14] *Ibid.*, p. 46.

[15] *Ibid.*, p. 47.

C'est cette nouveauté qui fonde et qui justifie notre désir de devenir plus chrétiens dans notre société d'indifférence, en pratiquant vraiment notre foi et en refusant d'abord toutes les tentatives de réduire cette foi chrétienne en Dieu à ce qu'elle n'est pas.

CONTRE LES « RÉDUCTIONS » DE LA FOI CHRÉTIENNE

Car nous devons effectivement résister à ces interprétations réductrices de la foi qui, sous prétexte de liberté d'esprit, la travestissent outrageusement. On sait bien qu'il existe, comme l'a dit aussi Joseph Ratzinger dans son dialogue avec Jürgen Habermas, des « pathologies de la religion », du côté de l'islamisme violent ou des formes extrêmes du fondamentalisme chrétien. Et l'on sait qu'il est facile de dénoncer ces déformations abominables de la foi en Dieu.

Mais, quand on ne peut plus accuser les religions d'inciter à la violence et à la guerre, on peut trouver une autre manière de les disqualifier : on montrera que les croyants, s'ils ne sont pas dangereux, sont pittoresques, comme des pièces de musée, plus ou moins comparables à des objets archaïques ou exotiques.

Cette folklorisation des croyances s'appuie en fait sur une idéologie plus ou moins inconsciente : le vieux préjugé positiviste, selon lequel la foi est l'ennemie de la raison et fait des croyants des êtres pétris d'irrationalité, pour ne pas dire d'idiotie, ce préjugé a la vie dure. Et la même idéologie, sans toujours avouer ses pré-supposés, sait très bien réduire les religions, d'une façon plus distinguée, soit à leur utilité sociale, soit à leur utilité culturelle. On les vénérera comme des forces d'encadrement social ou comme des formes esthétiques qui plaisent plus ou moins.

Ces tentatives de réduction aboutissent toutes aux mêmes résultats. Que les religions fas-

sent partie du patrimoine national, passe encore ! Mais qu'elles aient une actualité réelle, cela est impensable. Ces pensées et ces pratiques réductrices ont du mal, beaucoup de mal, à accepter que la foi en Dieu, et spécialement la foi chrétienne en Dieu, puisse contribuer à l'éducation des consciences et des libertés et s'inscrire effectivement dans le tissu de notre société.

C'est à nous, croyants, qu'il appartient de relever ce défi radical, en devenant vraiment chrétiens et en mesurant toutes les implications de ce don de Dieu qui fait de nous des croyants, des hommes et des femmes qui vivent de Dieu et qui acceptent d'être des signes de Dieu au sein même de notre humanité et de notre société communes.

CETTE FOI QUI NOUS TRANSFORME

Il faut oser ici dire, nous dire les uns aux autres, en quoi, de quelle manière et dans quelle mesure la foi en Dieu nous transforme. Je le dirai à ma façon, en m'inspirant encore de Madeleine Delbrêl.

Croire, c'est d'abord comprendre, elle dit exactement savoir, et elle cite ce vers admirable de Prévert : « *Et nous ne savons pas ce que c'est que la vie, et nous ne savons pas ce que c'est que le jour, et nous ne savons pas ce que c'est que l'amour* »^[16]. Et elle ajoute « *la foi est la science de notre ignorance fondamentale* », en insistant encore : « *Je n'ai pas besoin de vous dire que pour savoir, il faut travailler et que pour travailler, il faut quelquefois souffrir.* »

Et c'est à des communistes, appuyés sur les affirmations de la science marxiste, qu'elle était confrontée. Et nous, aujourd'hui, nous ne sommes plus d'abord confrontés à des proclamations positivistes, qui prétendraient que la science est maîtresse du monde. Si notre époque est postchrétienne, elle est aussi

[16] MADELEINE DELBRÊL, *Nous autres, gens des rues. Temps d'aujourd'hui, temps de notre foi*, p. 226.

postpositiviste, sauf exception. Mais ce à quoi nous sommes confrontés, comme croyants, c'est au défi de l'irrationalité diffuse qui pénètre notre culture. De sorte que notre responsabilité primordiale n'est pas, ou n'est plus de nous méfier de la raison, mais plutôt, tout en refusant que la raison se réduise à ses pouvoirs instrumentaux, de pratiquer un dialogue effectif avec la raison, et spécialement la raison morale et la raison religieuse, de l'intérieur de notre foi chrétienne.

C'est pourquoi, il me semble que le terrain de l'éducation est pour nous un terrain essentiel et qu'il nous faudrait nous y intéresser davantage, en acceptant de situer l'éducation religieuse et croyante, non pas dans un secteur réservé et séparé du reste, mais aux côtés de l'éducation civique, qui concerne le rapport à la communauté nationale, et aussi aux côtés de l'éducation morale, qui concerne le rapport à la conscience personnelle, aux valeurs et à la loi.

C'est en osant ce dialogue et ces confrontations ouvertes que nous pourrions montrer, de façon réaliste, que la foi chrétienne en Dieu a une dimension fondamentalement éducative, qu'elle s'adresse vraiment à des libertés personnelles, non pas pour les régenter, mais pour les construire, et que cet engagement doit s'exercer aussi bien dans l'enseignement catholique que dans l'enseignement public.

Croire, c'est aussi parler. Madeleine Delbrêl insiste sur cette obligation de parole, en dénonçant très vigoureusement un certain engourdissement de la parole chrétienne, qui demeure certainement pour nous une menace permanente. En 1961, elle prenait Édith Piaf pour modèle : « *Si vous voulez prendre une leçon de bonne prononciation, je vous engage à écouter Édith Piaf, par exemple chantant l'Hymne à l'amour. Des mots comme "éternité", "immensité", "Dieu", "ciel", prennent par sa voix, un sens perceptible, un sens évident* » [17]. Et elle n'hésitait pas à reprocher aux catholiques de son temps et de sa ville d'Ivry de ne pratiquer

qu'une prononciation ennuyeuse des choses de la foi, avec le risque terriblement réel que cette prononciation ennuyeuse ne signifie plus pour les autres que des choses ennuyeuses, et même mortes. Comment parler du Dieu vivant et de la vie éternelle avec des mots morts ? Entendons bien : ce n'est pas une question de vocabulaire, c'est un problème de prononciation, c'est-à-dire de paroles jaillies de notre cœur et de notre chair.

Et si l'on nous reproche aujourd'hui de ne plus nous entendre, tout en reconnaissant le caractère préfabriqué de ce reproche, il faut bien constater qu'il peut nous arriver de ne pas être audibles. Et pour plusieurs raisons qu'il faut bien avouer.

La première, c'est que nous ne comprenons pas assez nous-mêmes que la Parole de la foi passe par le Corps entier de l'Église du Christ. Nous n'avons pas toujours mesuré la dérive qui consiste à ne donner la parole qu'à des croyants pittoresques ou originaux, même et surtout s'ils sont des prêtres ou des évêques. Le piège de l'ultra personnalisation menace aussi l'Église.

Et surtout – et c'est la seconde raison de notre « inaudibilité » éventuelle – dans la communication de la parole de foi, nous ne pouvons pas séparer le texte et les images, c'est-à-dire la Parole dite et écrite, et les signes sensibles par lesquels elle se livre au monde. C'est comme au dernier festival d'Avignon : on y a assisté à un clivage étonnant entre le théâtre de texte et les mises en scène les plus violentes, comme si l'on se résignait à un divorce radical entre la parole et le corps.

Vivent donc les sacrements du Christ, ces signes qu'une parole accompagne, pour des personnes reconnues par Dieu. « *Je te baptise, au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit.* » « *Sois marqué de l'Esprit Saint, le don de Dieu.* » « *Je te pardonne tous tes péchés.* »

La parole sacramentelle devient grâce efficace, don sensible de Dieu pour ceux et celles

[17] *Ibid.*, p. 230.

qui l'accueillent, et l'Église en ce monde continue à vivre de Dieu à travers cette sacramentalité visible et féconde, qui est peut-être notre manière la plus spécifique d'habiter notre condition humaine et aussi d'y faire face au mystère du mal.

Car croire, au plus profond, c'est faire face modestement et concrètement à la puissance et au mystère du mal. Surtout quand le mal devient sauvage et nous laisse abasourdis, sans défense, et d'autant plus sans défense que nous avons parfois prétendu le rationaliser.

Car c'est la situation paradoxale à laquelle nous sommes confrontés, du moins dans nos pays occidentaux. Nous avons tout fait pour refouler le mal et la mort, soit en les interprétant à travers des idéologies dualistes auxquelles le marxisme se rattachait, soit en prétendant les maîtriser, en en faisant des problèmes techniques que les techniques seraient chargées de résoudre.

Mais le mal résiste, parce qu'il n'est pas un problème, mais un mystère radical, qui touche aux racines de notre existence et de notre monde. Et il arrive qu'il nous submerge, comme le *tsunami* ou comme les cyclones, sans parler des menaces qui semblent peser sur nous, du côté du terrorisme ou des épidémies.

Le mystère du mal, la foi chrétienne ne cherche absolument pas à le rationaliser. Elle y fait face humblement, à la manière de Jésus, le Crucifié. Elle y inscrit son signe, celui de la Croix. Et ce signe ne dit pas seulement l'injustice, la violence et la mort. Il dit qu'au plein cœur de cette cruauté est présente une force qui n'est pas de ce monde et que l'Évangile nomme *agapè*, la force inouïe de l'amour de Dieu qui va jusqu'à l'extrême du don et du pardon.

Et si l'on nous disait que cette révélation-là est réservée à l'élite des croyants, qu'elle ne toucherait que l'intimité des cœurs, il faudrait simplement reconnaître qu'il y a des moments

de l'histoire où cette force se révèle sur la place publique. Il me semble que quelque chose de cette révélation s'est produit à travers l'agonie de Jean Paul II, ce vieil homme épuisé qui a vécu de Dieu jusqu'à l'heure de sa mort, et aussi à travers l'assassinat du frère Roger de Taizé, surtout quand ses frères ont prié pour sa meurtrière avec les paroles de l'Évangile : « *Père, pardonne-lui, elle ne sait pas ce qu'elle a fait.* »

Je crois que l'expérience du pardon, qui est toujours au-delà de nos capacités humaines, surtout quand nous avons été blessés à mort, est notre façon la plus radicale de vivre de Dieu au milieu des violences du monde, qui sont aussi présentes en nous et dans nos institutions chrétiennes, catholiques.

Peut-être que cette expérience-là est une véritable provocation. Mais cette provocation nous fait mesurer, si l'on peut dire, ce qu'il y a de démesuré dans notre acte de croire. Madeleine Delbrêl le disait face aux communistes, en insistant sur la solitude qu'implique cette provocation chrétienne.

Aujourd'hui, ce n'est plus en face des communistes que nous avons à vivre de Dieu, mais au sein d'une humanité qui doute d'elle-même. L'engagement de notre foi n'en reste pas moins démesuré et nous renvoie à notre solitude, c'est-à-dire à notre responsabilité radicale pour les autres, au nom de Dieu. « *Proclamer au fond de soi-même, entre la foule et Dieu, la reconnaissance de ce que Dieu est, c'est s'opposer à la certitude unanime d'une communauté de vie (sur l'absence de Dieu), et, sans qu'elle en sache rien, devenir son opposant. C'est accepter une solitude qui ne ressemble à aucune autre, c'est être totalement seul et totalement solidaire. C'est se convertir, se retourner, et ça n'est déjà pas si facile. Mais c'est se retourner au nom de tous* » [18]. Que Dieu nous apprenne à tous cette conversion permanente !

[18] MADELEINE DELBRÊL, *Ville marxiste, terre de mission*, p. 183.

Édité par le Secrétariat général de la Conférence des évêques de France

106, rue du Bac, 75341 Paris cedex 07, tél. 01 45 49 69 74, fax 01 45 49 66 30

Site <http://www.cef.fr> – e.mail documents.episcopat@cef.fr – Dépôt légal : décembre 2005

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Mgr Stanislas Lalanne, secrétaire général de la Conférence des évêques de France ■ SECRETARIAT DE RÉDACTION/MAQUETTE : Annie Dedieu ■ RESPONSABLE ADMINISTRATIF : Thomas Poignavent ■ IMPRESSION : INDICA, 27 rue des Gros-Grès, 92700 Colombes ■ ABONNEMENT POUR 1 AN : France 52 € - Étranger 64 €. Règlement par chèque à l'ordre de l'Association Saint-Denys (ASD).

Toute reproduction interdite